

mettent surtout de réunir les éléments pour une solution politique possible. Finalement, il faut mentionner que la Suisse est représentée par Mme l'ambassadeur Marianne von Grünigen dans le comité directeur de la CSCE pour la Yougoslavie.

– Conférence sur la Yougoslavie de Londres/Genève: La participation de la Suisse à la Conférence sur la Yougoslavie de Londres/Genève constitue un signe important de son engagement dans la recherche de possibilités pour un règlement pacifique du différend. Cette conférence a pour but d'élaborer des solutions politiques globales pour tous les aspects du conflit et de prendre des mesures pour empêcher que les actions de guerre ne s'étendent à des régions jusqu'ici non concernées (p. ex. le Kosovo). La Suisse a participé dès le début aux travaux de la conférence. A Londres, elle était représentée en tant qu'observateur puisqu'elle ne remplissait pas les conditions formelles pour une participation officielle (membre de la CE ou de l'ONU). A Genève, la Suisse est présente surtout en tant qu'Etat hôte; le diplomate suisse Armin Ritz travaille en outre avec une fonction centrale dans le groupe d'experts de la conférence qui s'occupe des questions de nationalités et de minorités (Kosovo, Sandjak, Voïvodine, etc.).

– ONU: Avec la résolution 743 du 21 février 1992, le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé de créer la Forpronu qui comprend 13 000 personnes pour son mandat en Croatie. A la suite de la dégradation de la situation en Bosnie-Herzégovine, le Conseil de sécurité a décidé en juin d'étendre le mandat de la Forpronu à la réouverture de l'aéroport de Sarajevo pour assurer ainsi l'aide humanitaire. Par la résolution 776, le Conseil de sécurité a élargi une fois encore le mandat de la Forpronu de manière substantielle. Ses tâches en Bosnie-Herzégovine sont pour l'instant les suivantes: d'une part l'accompagnement des convois humanitaires et de prisonniers libérés, d'autre part le contrôle des armes lourdes des parties concernées. Pour l'instant, 6000 personnes supplémentaires sont prévues à cet effet. Enfin, le Conseil de sécurité a ordonné une interdiction du survol de la Bosnie-Herzégovine pour les appareils militaires serbes. La Suisse a mis à disposition de la Forpronu jusqu'à présent six observateurs militaires et 40 véhicules Unimog. Actuellement, la possibilité de fournir d'autres contributions dans ce cadre est à l'examen.

– Sanctions: Comme mentionné plus haut (ch. 1), le Conseil fédéral a décidé le 3 juin 1992 que la Suisse mettrait aussi en vigueur les mesures de boycottage (blocage des transactions portant sur les finances et les marchandises, interruption des communications officielles) décidées par le Conseil de sécurité des Nations Unies dans sa résolution 757. En outre sont mis à disposition des pays voisins de la Serbie/Monténégro des employés des douanes suisses dans le cadre d'une action CSCE avec pour tâche d'appuyer et de contrôler les mesures de sanction. Deux douaniers ont été envoyés en Bulgarie et un à Bruxelles à l'organe central de coordination.

3. Aide humanitaire/Réfugiés de guerre

Par son soutien financier aux organisations multilatérales – HCR, CICR – et aux oeuvres d'entraide suisses, notre pays prend une part active dans les efforts que déploie la communauté internationale pour soulager les souffrances des victimes du conflit. En vue de l'hiver qui s'annonce dramatique, notamment pour les personnes déplacées en Bosnie et les réfugiés affluant de cette république dans les pays voisins, le Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophes concentre ses efforts sur la préparation d'abris et de logements équipés pour le froid. Neuf objets – camping, hôtels, anciennes casernes – sont actuellement rénovés et équipés en Croatie et en Slovénie pour un total de 5000 réfugiés. L'extension de ce programme est en cours. En même temps, le soutien aux projets d'aide alimentaire sera intensifié. Le total des moyens engagés jusqu'au mois de décembre 1992 par la Confédération s'élèvera à 30 millions de francs.

La Suisse, conformément à ses principes humanitaires, applique une réglementation souple de l'autorisation de séjour pour les ressortissants de l'ex-Yougoslavie. Eu égard à la situation de guerre et à l'hiver qui approche, il est prévu, et ce pour des motifs humanitaires, de ne pas frapper les citoyens de Bosnie-Herzégovine de mesures de renvoi. Indépendamment de leur statut en Suisse, leur durée de séjour sera prolongée jusqu'au 30 avril 1993.

Les ressortissants croates et bosniaques, qui ont fait l'objet d'actions spéciales (environ 1000 enfants et 1050 victimes de guerres bloqués dans des trains), seront mis au bénéfice des mesures entrant dans le cadre de la procédure d'admission provisoire. En outre, par décision du 7 octobre 1992, le Conseil fédéral s'est exprimé en faveur de l'accueil de 200 prisonniers de guerre bosniaques, action qui fait suite à une demande du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés adressée à 22 Etats.

92.3322

Interpellation Pini Humanitäre Hilfe an Somalia und Ex-Jugoslawien. Friedensinitiative

Interpellanza Pini Aiuti umanitari alla Somalia e all'ex-Iugoslavia. Iniziativa di pace

Interpellation Pini Aide humanitaire à la Somalie et à l'ex-Yougoslavie. Initiative de paix

Wortlaut der Interpellation vom 26. August 1992

Ich ersuche den Bundesrat, gleichzeitig mit der Beantwortung folgender Fragen die Gelegenheit wahrzunehmen, Parlament und Öffentlichkeit umfassend zu informieren:

1. Hat der Bundesrat Pläne für dringliche und direkte Aktionen angesichts des Bürgerkriegsdramas in Ex-Jugoslawien und der ebenso verheerenden Katastrophe von Hunger und Gewalttaten zwischen den Stämmen in Somalia, damit konkrete humanitäre und zivile Hilfe geleistet werden kann?
2. Wäre der Bundesrat bereit, heute – nach der Demission von Lord Carrington, dem «Vermittler» der EG im bewaffneten Konflikt in Ex-Jugoslawien und insbesondere in Bosnien-Herzegovina – seine aktive Vermittlung für die Durchführung einer Friedenskonferenz in der Schweiz anzubieten?

Testo dell'interpellanza del 26 agosto 1992

Chiedo al Consiglio federale di rispondere a queste domande, che vogliono essere anche un'occasione di informazione generale nei riguardi del Parlamento e dell'opinione pubblica.

1. Confrontati con il dramma della guerra civile nell'ex-Iugoslavia e con quello, altrettanto disastroso, della carestia e delle violenze tribali in Somalia, quale piano di azione urgente e diretta ha previsto o prevede il Consiglio federale ai fini di un aiuto umanitario e civile concreto?
2. Dopo le dimissioni di Lord Carrington, quale «mediatore» della CE per il conflitto armato nell'interno dell'ex-Iugoslavia e, in particolare nella Bosnia Erzegovina, il Consiglio federale offrirebbe, oggi, la sua mediazione attiva per promuovere una conferenza di pace in Svizzera?

Texte de l'interpellation du 26 août 1992

Le Conseil fédéral est prié de répondre aux questions suivantes de manière à informer le Parlement et le public:

1. Quel plan d'action urgente et directe prévoit-il, face au drame de la guerre civile dans l'ex-Yougoslavie et à la tragédie de la famine et des guerres de clans en Somalie, pour apporter une aide humanitaire urgente aux populations de ces pays?
2. Après la démission de Lord Carrington de son rôle de médiateur de la CE dans le conflit armé qui ravage l'ex-Yougoslavie, notamment la République de Bosnie-Herzégovine, le Conseil fédéral serait-il prêt à offrir ses bons offices pour promouvoir une conférence de paix en Suisse?

eines solchen Gerichtshofes nicht schnell genug vorwärtsgeht. Sollte aber auf der europäischen Ebene vorangegangen werden, so ist es sehr wichtig, dass die Schaffung gleichsam im Rahmen einer europäischen Kammer, eines zukünftigen weltweiten Gerichtshofes erfolgt.

Anfang Dezember hat in Italien eine weltweite Parlamentarierversammlung stattgefunden, und sie hat genau die gleiche Konzeption akzeptiert: Man solle versuchen, dies weltweit zu schaffen, aber wenn es nicht sehr kurzfristig möglich sei, müsse europäisch vorgegangen werden. Ich nehme an, dass uns der Bundespräsident darüber orientieren wird, was vor einigen Tagen im Rahmen der KSZE-Konferenz gesprochen worden ist.

Ich gehe noch auf zwei Elemente ein:

1. Die bundesrätliche Antwort hält fest, dass es problematisch sei, zu stark in Richtung Schaffung eines Kriegsverbrecher-Tribunals vorzugehen, ohne zuvor materielle Strafrechtsnormen geschaffen zu haben – dies zum Schutz der Leute, die von diesem Gerichtshof beurteilt würden. Ich möchte den Bundesrat sehr dringend bitten, von dieser Haltung abzukommen. Die Zeit drängt nun so sehr, dass die Schaffung dieses Gerichtshofes an die Hand genommen werden muss, ohne abzuwarten, bis ein internationaler Strafrechtskodex erarbeitet wird. Diejenigen Kriegsverbrechen, die es zu beurteilen gilt, sind heute genügend definiert. Ich verweise auf das Abkommen von London vom 8. August 1945. Ich bitte den Bundesrat, hier eine ganz klare Haltung einzunehmen.

Es ist eine entsetzliche Feststellung: Wenn wir in die Geschichte zurückschauen, stellen wir fest, dass es die grauenhaften Geschehnisse des Zweiten Weltkrieges gebraucht hat, damit der Wille zur Schaffung der Europäischen Menschenrechtskonvention zustande gekommen ist. Die Feststellung ist schrecklich, weil sich offenbar erst, wenn solche Ungeheuerlichkeiten vorkommen, der Wille manifestiert, etwas zu unternehmen. Die europäische und die Weltöffentlichkeit müssen aus den Ungeheuerlichkeiten, die jetzt auf dem Gebiet von Ex-Jugoslawien geschehen, immerhin den klaren Willen ableiten, jetzt zur Tat zu schreiten und jetzt endlich – ohne in überlegalistischer Manier die materiellen Normen schaffen zu wollen – den Willen zu bilden, dass etwas geschehen muss.

2. Ich habe in der Interpellation den Bundesrat ausdrücklich gebeten, ins Auge zu fassen, in der Schweiz eine diplomatische Konferenz einzuberufen, um diese Arbeiten zu befördern. Ich habe meine Stellungnahme zur Beantwortung der Interpellation des Bundesrates vor dem 6. Dezember 1992 abgegeben müssen, und ich muss Ihnen sagen: Ich komme nicht darum herum, hier festzustellen, dass die Schweiz heute wahrscheinlich nicht so gute Voraussetzungen hätte, zu dieser diplomatischen Konferenz einzuladen, wie sie sie gehabt hätte, wenn die Abstimmung am 6. Dezember 1992 anders ausgegangen wäre.

Dazu möchte ich noch zwei Dinge formulieren: Dass der Ausgang der Abstimmung in der Schweiz im wirtschaftlichen Bereich Konsequenzen haben würde, wissen wir alle, und das hat die ganze Gegnerschaft des EWR-Vertrages gewusst. Es wird sich zeigen, welches diese Konsequenzen sein werden. Ich persönlich habe – am letzten Wochenende, als ich in meiner Eigenschaft als Berichterstatterin im Europarat zu den Menschenrechtsverletzungen in Jugoslawien an einer Sitzung der juristischen Kommission teilgenommen habe – sehr viele Gespräche mit Parlamentarierinnen und Parlamentariern aus kleineren Staaten geführt, die in der EG oder in der Efta sind. Ich muss Ihnen sagen, dass ich gespürt habe, dass die Schweiz auch im humanitären Bereich weniger ernst genommen wird als vorher; das hat mich sehr geschmerzt. Ich erachte es als meine Pflicht, Ihnen das mitzuteilen.

Ich hoffe, dass jene, die sich in dieser Abstimmung durchgesetzt haben – die das internationale Engagement grundsätzlich nicht ablehnten, aber fanden, man könne aufteilen und sich humanitär und im guten Sinne engagieren, wolle aber mit der Wirtschaft nichts zu tun haben –, sich die Zeit nehmen zu überlegen, ob das Rosinenpicken im internationalen Engagement möglich ist; ob es möglich ist, sich international humanitär einsetzen zu wollen und gewisse Bereiche der Zusammenarbeit abzulehnen. Ich spüre sehr stark – ich spüre es seit

der Abstimmung viel stärker, als ich es je hätte annehmen können –, dass das nicht möglich ist, und ich hoffe, dass wir auch hier die internationale Glaubwürdigkeit längerfristig wiederherstellen können.

Humanitäres internationales Engagement kann nicht gesondert vom ganzen aussenpolitischen Engagement betrieben werden. Insofern hat sich meine Stellungnahme zur bundesrätlichen Antwort ein bisschen geändert. Ich bin sehr traurig, dass sich diese Stellungnahme hat ändern müssen.

M. Ruffy: La réponse du Conseil fédéral à l'interpellation du groupe socialiste relative à la situation dans l'ex-Yougoslavie ne pouvait contenir, pour des raisons chronologiques, la décision toute récente du Conseil fédéral d'accueillir 5000 victimes supplémentaires dans notre pays.

Le groupe socialiste salue très positivement cette décision. Le Conseil fédéral a eu raison d'axer ses premières interventions sur l'aide dans les zones sûres de Croatie et de Slovénie. Il a raison aujourd'hui d'accueillir les victimes en Suisse, du moment que l'aide sur place bute sur des obstacles insurmontables. Nous sommes conscients des difficultés que rencontrent les gouvernements des pays occidentaux dans le choix d'une solution politique efficace et nous saluons les efforts déployés par les représentants de la Suisse, notamment au sein de la CSCE; nous demandons de poursuivre inlassablement ces efforts.

Une solution politique doit s'imposer dans des délais qui doivent être brefs pour deux raisons et qui sont liés au sens de l'embargo sur lequel nous étions intervenus dans notre interpellation. Cet embargo a en effet des conséquences perverses, d'ordre interne et externe.

Les conséquences internes portent sur la situation de plus en plus intenable des musulmans de Bosnie-Herzégovine, qui ne peuvent s'empêcher de dénoncer la poursuite des combats menés par les Serbes bien armés, alors qu'ils se trouvent dans une infériorité qui les condamne, à terme, à disparaître. Il faut que cet embargo ne puisse pas être la raison première d'un génocide. A ce titre déjà, il faut que nous arrivions à ce que l'embargo puisse véritablement avoir son sens dans le contexte d'une politique et d'une solution politique.

Mais l'embargo comporte également des conséquences négatives externes. Le contrôle des frontières de la Serbie, la diminution des échanges en direction de ce pays, la baisse de la production à l'intérieur font que des pays qui avaient l'habitude de commercer avec lui sont déjà dans des difficultés économiques très sérieuses – il s'agit de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Macédoine. La Roumanie et la Bulgarie ont déjà passablement souffert de l'embargo sur l'Irak, elles doivent à nouveau souffrir de l'embargo sur la Serbie. Nous devons en tenir compte dans l'affectation de notre aide aux pays de l'Europe orientale.

Je voudrais dire encore quelques mots pour vous encourager, Monsieur le président de la Confédération, dans la poursuite des initiatives prises par votre département, au nom du Conseil fédéral, pour neutraliser l'extension du conflit dans l'ex-Yougoslavie qui menace plus que jamais la Voïvodine, le Sandjak, le Kosovo et la Macédoine. A voir l'impuissance de notre Europe face au brasier de la Bosnie-Herzégovine, on a de la peine à comprendre et à admettre la passivité de la Communauté, de la CSCE, vis-à-vis de cette menace. A nos yeux, la Communauté porte une grande responsabilité dans la détérioration du climat dans les Balkans. Après le refus de la Communauté de reconnaître la Macédoine et l'indifférence manifestée à l'égard de cette république très menacée, nous saluons la décision de l'ONU d'envoyer un premier contingent de 700 hommes en Macédoine dans le cadre du mandat de la Forpronu. Un soutien de la Suisse serait tout à fait dans la ligne de ce qui a été entrepris jusqu'à présent par notre pays à titre préventif au Kosovo et nous approuverions un engagement dans cette opération.

Compte tenu de la décision du Conseil fédéral de lundi dernier, le groupe socialiste se déclare satisfait de la politique du Conseil fédéral. Même si la situation dans l'ex-Yougoslavie reste catastrophique, constitue une humiliation qui nous démoralise tous, la réaction de la Suisse est à la hauteur de sa ré-

putation de pays humanitaire. C'est peut-être une maigre consolation, c'est une consolation tout de même.

On. **Pini:** Permettetemi – prima che io porterò alcune brevi considerazioni in merito all'interpellanza che avevo presentato lo scorso agosto – di esprimere all'on. Presidente della Confederazione in carica, René Felber, gli auguri, i saluti più affettuosi e cari del comune che presiedo, Biasca, che conclude domani il 700° dell'anno della Carta della sua libertà, che Lei, on. Sig. Presidente della Confederazione, con molta sensibilità ha aperto con un messaggio apprezzato dalla mia gente. Ci sono alcuni Ticinesi oggi in questa casa. Io ho il dovere, on. Sig. Presidente della Confederazione, al di là dei confronti e degli scontri di parte, di portare il saluto della mia gente a Lei, un saluto riconoscente, un saluto affettuoso, un augurio di buona salute, Sig. Presidente, grato per quanto Lei ha fatto per il mio comune e per il cantone del Ticino.

Vous savez, le temps passe. Le 26 août, quand j'ai présenté cette interpellation, c'était le moment où Lord Carrington démissionnait de sa fonction de médiateur en rapport avec le drame dans l'ex-Yougoslavie, et la situation, objectivement, n'était pas pareille à celle que vous et nous connaissons aujourd'hui, 17 décembre 1992. Entre-temps, il y a eu la victoire de la violence, l'emprise de l'armée serbe et la faillite de la volonté d'interposition européenne, soit du point de vue juridique, soit du point de vue militaire.

Eh bien, je relance cette interpellation en émettant, si vous le permettez, un doute. Il n'est pas hamlétien. En ce moment, je ne partage pas les considérations fort sensibles de M. Ruffy, ancien président de l'Assemblée fédérale, selon lesquelles «nous devons mieux appliquer l'embargo». Je n'ai jamais cru à l'embargo. J'ai vu l'embargo contre l'Afrique du Sud. Il était complètement détourné. A la fin, celles et ceux qui souffraient étaient les citoyens de ce pays. J'ai vécu personnellement l'inutilité de l'embargo contre l'Irak, et je suis en train de vivre, par personne interposée, par les témoignages provenant de la Bosnie-Herzégovine, la même histoire avec l'embargo contre l'ex-Yougoslavie.

Mesdames, Messieurs, l'aile, si vous voulez – mais il faut le dire – parlementaire de l'Alliance atlantique, l'Union de l'Europe occidentale, dont j'ai pu suivre pendant deux jours les débats comme observateur pour la Suisse «als Beobachter für die Schweiz», avait peur de cet embargo. C'est tellement vrai que l'ancien Premier ministre du gouvernement italien, M. Giulio Andreotti, dans un discours très nuancé comme à son habitude, avait dit: «Attention! Premièrement, nous ne pouvons pas faire la guerre contre les Serbes. Il s'agit de se jeter contre la quatrième force militaire du monde. Deuxièmement, il faut maintenir l'embargo, mais attention, uniquement contrôler le couloir aérien et garder les côtes. Pas plus que cela.»

Alors, je suis en train de m'interroger. A 500 kilomètres de chez nous, Monsieur le Président de la Confédération, nous avons un des drames les plus violents et les plus malheureux que l'Europe ait vécus après la Deuxième Guerre mondiale. Cet éclatement civil, militaire, des droits de l'homme touche la Yougoslavie qui dénombre environ 30 millions d'habitants. Eh bien, qu'a-t-on pu faire? Presque rien.

Alors, Monsieur le Président de la Confédération, faisons quelque chose, de sorte que ce pays, à 500 kilomètres de notre pays, puisse relancer le discours pacifique, et faisons attention que l'embargo ne se transforme pas en une «guillotine humanitaire» à l'égard des gens qui ne sont pas responsables de la guerre qu'il y a entre les pays de l'ancienne Yougoslavie.

Präsident: Ich schlage Ihnen vor, dass wir die Interpellation Ruckstuhl vom 16. September 1991, Sanktionen gegen Jugoslawien, für welche Sie die Diskussion bereits beschlossen haben, auch noch zu diesen fünf Interpellationen nehmen. – Sie sind mit dieser Abänderung der Traktandenliste einverstanden.

91.3278

Interpellation Ruckstuhl Sanktionen gegen Jugoslawien Sanctions à l'égard de la Yougoslavie

Diskussion – Discussion

Siehe Jahrgang 1991, Seite 2518 – Voir année 1991, page 2518

Ruckstuhl: Ich habe bereits am 16. September 1991 eine Interpellation zum Kriegsgeschehen in Jugoslawien eingereicht. Sie können sich vorstellen, dass damals die Fragestellung noch etwas anders war als heute. Es ging aber schon damals darum, den Bundesrat zu fragen, welche Möglichkeiten er sehe, bei diesem Krieg vermittelnd einzugreifen, allenfalls auch unter Mitwirkung der KSZE; es ging um die Frage von Wirtschaftssanktionen und darum, in welchem Masse wir den Flüchtlingen helfen könnten. Von der Grausamkeit dieses Krieges, von der wir heute hören, war damals noch nicht die Rede.

Wir müssen feststellen, dass wir vor einem Jahr oder längerer Zeit kaum daran glauben konnten, dass je wieder einmal derart schreckliche Taten geschehen könnten, wie wir sie jetzt zur Kenntnis nehmen müssen. Trotzdem sah man aber schon bei der Beantwortung der Interpellation im November des letzten Jahres, dass dieser Krieg länger dauern würde und dass wir in diesem Parlament sicher noch einmal darüber zu sprechen hätten.

Nicht nur meine Interpellation, sondern verschiedene nachfolgende Interpellationen haben uns die Möglichkeit dazu gegeben; und ich möchte – in Ergänzung zu den Fragen von damals und zu den Antworten des Bundesrates, aber auch in Ergänzung zu dem, was heute gesagt worden ist – doch auch darauf hinweisen, dass wir bei unseren Mitbürgern für ausländische Leute, die bei uns Zuflucht und Hilfe suchen, auf mehr Verständnis stossen. Während in den letzten Jahren vor allem negative Stimmen wegen der Ueberschwemmung durch Ausländer und einem allzu largen Verhalten gegenüber Asylsuchenden laut wurden, werden heute – wie wir feststellen müssen – auch andere Stimmen laut.

Ich darf Sie, Herr Bundespräsident, daran erinnern, dass – zwar nicht an Ihr Departement – Briefe von Bürgerinnen und Bürgern, die Hilfe anboten, gesandt wurden. Ich möchte aus einem dieser Briefe zitieren. Da hat eine Frau geschrieben: «Wir alle werden täglich über dieses Kriegsgeschehen und die traurige Notlage der Bevölkerung durch die Medien informiert. Was liegt näher, als helfen zu wollen? Aber wie? Ich würde für Unterkunft, Kleidung und Ernährung aufkommen. Fragen wie Krankenversicherung, Aufenthaltsbewilligung usw. wären zu klären.» Die Frau schreibt, sie wäre bereit, auch hier aktiv mitzuhelfen. Weiter schreibt sie: «In meiner Jugend und im Berufsleben hatte ich Kontakt mit Menschen aus anderen Ländern. Es ist mir bewusst, sollte ich wirklich die Möglichkeit erhalten, Flüchtlinge aufnehmen zu können, dass nicht immer alles reibungslos gehen wird. Angesichts der grossen Not ist es mir aber einfach nicht wohl, nur passiv zuzuschauen. Es wäre mein Wunsch, im Rahmen meiner Möglichkeiten zu helfen.» Soweit das Zitat aus dem Brief, der an den stellvertretenden Direktor des Bundesamtes für Flüchtlinge gesandt worden ist.

Ich weiss, dass verschiedene andere Bürger ebenfalls so denken und an Parlamentarier gelangen. Ich bitte den Bundesrat, solche Offerten soweit wie möglich ernst zu nehmen, natürlich soweit sie nicht aus einer kurzen, momentanen Stimmung heraus entstanden sind, sondern – wie in diesem Falle – von einer echten Bereitschaft zeugen, über längere Zeit Menschen zu helfen. Wenn das möglich ist und wenn ich diesen Leuten einen Weg zu unserer Verwaltung und den zuständigen Stellen öffnen kann, dann hat meine Interpellation ihren Zweck erfüllt.

Interpellation Pini Humanitäre Hilfe an Somalia und Ex-Jugoslawien. Friedensinitiative
Interpellation Pini Aide humanitaire à la Somalie et à l'ex-Yougoslavie. Initiative de paix
Interpellanza Pini Aiuti umanitari alla Somalia e all'ex-jugoslavia.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	VI
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	14
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.3322
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.12.1992 - 15:00
Date	
Data	
Seite	2705-2708
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 090